



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_3494

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 83-85 boulevard Marius Vivier Merle – 69003 LYON

Référente administrative : Julie COUSTILLET-JADOT - julie.jadot@uniha.org

Référente technique : Vanessa BOUJEDO - vanessa.boujedo@uniha.org

Objet du marché : Fourniture d'automates de dispensation nominative par surconditionnement, de contrôleurs optiques et prestations associées (maintenance, formation, consommables et accessoires)

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à marchés subséquents pour le lot 4 et à bons de commande pour les lots 1, 2 et 3

SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
Chapitre 1er - Généralités.....	5
1. Fonctionnement du pouvoir adjudicateur	5
1.1 Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2 Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	5
1.3 Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre	6
1.4 Répartition des responsabilités	6
1.5 Litiges.....	7
2. Objet et périmètre du contrat	8
2.1 Objet du contrat	8
2.2 Type de contrat et estimation du marché	8
2.3 Périmètre géographique.....	8
2.4 Modalités d'acquisition des équipements.....	9
2.5 Exclusivité du titulaire	9
3. Durée de l'accord-cadre.....	9
3.1 Point de départ de la durée selon les lots	9
3.2 Durée des lots	9
4. Pièces constitutives du contrat	10
5. Division en lots	11
6. Obligations générales du titulaire	12
6.1 Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché.....	12
6.2 Suivi de l'exécution du marché.....	13
6.3 Alimentation du E-Catalogue UniHA	14
6.4 Qualité des fournitures et Services	15
6.5 Assurances.....	15
6.6 Discretion et confidentialité	15
6.7 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	16
6.8 Sous-traitance.....	16
6.9 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements beneficiaires et titulaire	16
7. Communication.....	17
7.1 Projet de support de communication.....	17
7.2 Supports visuels de présentation	17

Chapitre 2 – Modalités d’exécution	19
8. OBLIGATIONS GENERALES DES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES	19
8.1 Utilisation du matériel	19
8.2 Plan de prévention des risques	19
9. Modalites de passation des marches subsequents (uniquement pour le lot 4)	20
9.1 Elaboration de la lettre de consultation	20
9.2 Présentation de l’offre du titulaire	21
10. Modalites d’exécution des marchés subsequents.....	22
11. Modalités d’émission des bons de commande	22
11.1 Emission des bons de commande pour l’achat d’un équipement	22
11.2 Emission des bons de commande pour la maintenancE, les accessoires, les options et consommables	23
11.3 Emission des bons de commande pour la FORMATION	24
12. Modalités de modification ou d’annulation des bons de commande	25
13. Modalites de livraison des équipements et fournitures.....	25
13.1 Horaires, lieux et conditions de livraison des équipements.....	25
13.2 Emballage et transport.....	26
13.3 Bordereau de livraison	26
13.4 Le délai de livraison	27
14. Opérations de vérification	27
14.1 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS	27
14.2 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS COMPRENANT DES SOLUTIONS LOGICIELLES	29
14.3 Opérations de vérification des fournitures autres que les équipements	31
15. Traitement des évènements indésirables	32
16. Garantie et maintenance des équipements	32
17. Formation	32
18. Achats durables, équitables et responsables	32
19. EVOLUTION DE L’OFFRE EN COURS D’EXECUTION	32
19.1 Remplacement de références	33
19.2 Complément de gamme.....	34
19.3 Ajout de références accessoires à l’équipement	35
19.4 Ajout d’un équipement exclusif au sens de l’article R.2122-3 du Code de la commande publique	35
19.5 Evolution du catalogue des pièces détachées.....	35
19.6 Encadrement des conditions financières des avenants	36
Chapitre 3 - Prix et règlements	36
20. Contenu et caractère des prix	36

20.1	Forme des prix.....	36
20.2	Contenu des prix	36
21.	Modification des prix.....	37
21.1	Révision des prix des équipements, consommables et fournitures.....	37
21.2	Révision des prix de prestations de maintenance.....	38
21.3	Offre de prix promotionnels.....	40
22.	Modalités de règlements.....	41
22.1	Avances	41
22.2	Modalités de paiement en achat	41
22.3	Modalités de paiement pour les prestations de maintenance	41
22.4	Délais de paiement.....	41
22.5	Factures	42
Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision.....		45
23.	Pénalités applicables par les établissements bénéficiaires	45
23.1	Pénalités de retard	45
23.2	Pénalités de dépassement du délai maximal de correction de défaut pour une panne bloquante	46
23.3	Pénalités d’indisponibilité	46
24.	Résiliation du contrat	47
24.1	Motifs de résiliation	47
24.2	Résiliation en cas de liquidation judiciaire	48
24.3	Indemnités de résiliation.....	48
Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS		49

Chapitre 1er - Généralités

1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

En application de son activité de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique et conformément à l'objet du GCS arrêté dans sa convention constitutive, le présent marché est passé par le GCS UniHA, pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre, pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3 du présent CCAP.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande / passent leurs marchés subséquents directement auprès du titulaire du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard du titulaire retenu.

1.2 BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont les adhérents de la centrale d'achat qui ont la qualité d'établissement de santé, de structures de coopération d'établissements de santé, de structure dont l'objet principal est en lien avec le domaine de la santé parmi ceux listés en annexe 1 du CCAP, dès lors qu'une convention de mise à disposition a été signée dans les conditions précisées ci-après.

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat visés ci-dessus dans la limite des montants maximums indiqués ci-après.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- Le montant maximum d'équipements de chaque lot devra être respecté ;
- Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé ou des structures de coopération d'établissements de santé, ou des établissements œuvrant dans le domaine de la santé ou toute structure dont l'objet principal est en lien avec la santé.

Les prestations de formation, maintenance, les consommables et les pièces détachées des équipements étant captives du fournisseur à la date de passation du présent marché, les établissements déjà équipés à la date de publication du présent marché pourront bénéficier de

l'accord-cadre pour les seules prestations de maintenance, formation, les consommables et les pièces détachées.

1.3 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Pour chaque lot, les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché.

Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire » et est engagé à l'égard du titulaire retenu pour l'intégralité des prestations comprises dans les lots.

En adhérant au marché, les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire de l'accord-cadre sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses bons de commande/ses marchés subséquents (selon les lots).

1.4 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives du GCS UniHA et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	GCS UniHA	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements adhérents	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X

Lancement des marchés subséquents		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitants	X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting et e-reporting)	X (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des marchés subséquents		X

1.5 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commandes/marchés subséquents et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèveront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant la passation de l'accord-cadre et aux actes relevant de la responsabilité du GCS UniHA relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture d'automates de dispensation nominative par surconditionnement, les contrôleurs optiques et les prestations associées (maintenance, formation, consommables et accessoires).

Le périmètre des fournitures et prestations est défini au CCTP.

2.2 TYPE DE CONTRAT ET ESTIMATION DU MARCHE

Le contrat est un accord-cadre à marchés subséquents pour le lot 4 et à bons de commande pour les lots 1, 2 et 3 sans minimum et avec un montant maximum pour chaque lot.

Les marchés subséquents prennent la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Lot	Montant maximum sur la durée du marché	Estimation en volume d'équipements du lot
1	1 000 000€	10
2	1 000 000€	10
3	1 000 000€	10
4	25 000 000€	30

Le montant maximum s'entend, pour chaque lot, comme un montant global réalisé pour l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné.

Chaque lot est mono-attributaire.

2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

L'exécution des prestations aura lieu sur l'ensemble du territoire national, y compris DROM-COM, sur les sites de chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre.

Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

2.4 MODALITES D'ACQUISITION DES EQUIPEMENTS

Pour tous les lots, les équipements pourront être acquis en achat uniquement.

2.5 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire bénéficie d'un droit d'exclusivité sur toutes les prestations objet du marché dès lors que le marché a été mis à disposition de l'établissement bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article 1.3 du CCAP.

Le périmètre de l'exclusivité du titulaire du lot n°4 « Automate de dispensation nominative par surconditionnement » ne recouvre pas les besoins en « Automate de dispensation nominative par surconditionnement avec une évolutivité avancée pour un projet multi sites ».

3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

3.1 POINT DE DEPART DE LA DUREE SELON LES LOTS

Le point de départ de la durée de chaque lot est la date de notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UniHA, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

3.2 DUREE DES LOTS

3.2.1 LOT 4 (ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS)

Lot 4 : L'accord-cadre est conclu pour une durée qui court à compter de sa date de notification, jusqu'au 30/09/2029.

Les marchés subséquents pourront être passés pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

La durée des marchés subséquents est celle nécessaire à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, lesquelles tiennent compte de la durée de vie des équipements objet du marché de 10 ans.

La durée d'un marché subséquent pourra à ce titre être de 10 ans maximum à compter de la mise en service de l'équipement sous réserve des précisions et dispositions plus restrictives suivantes :

- Les bons de commande relatifs à la commande de l'équipement devront être passés pendant la période de validité de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande portant sur les prestations associées (maintenance, formation) pourront être émis pendant une période maximale de dix (10) ans à compter de la mise en service de l'équipement, dès lors que ces prestations associées demeurent « captives » du fournisseur pour les équipements objet du présent marché dont la durée de vie est de 10 ans.

Dans l'hypothèse d'une évolution de l'offre concurrentielle des prestations associées, les bons de commande des prestations associées pourront ne plus être émis sur le fondement du marché subséquent.

3.2.2 LOTS 1, 2 ET 3 (ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES)

- Les bons de commande relatifs au déclenchement de l'acquisition des équipements (en achat uniquement) ne pourront être émis que jusqu'au 30 septembre 2029.
- Les bons de commande portant sur les prestations associées (maintenance, pièces détachées, consommables, formation) pourront être émis pendant une période maximale de dix (10) ans à compter de la mise en service de l'équipement, dès lors que ces prestations associées demeurent « captives » du fournisseur pour les équipements objet du présent marché dont la durée de vie est de 10 ans.
- Cependant, à l'issue de la première période de l'accord-cadre et dans l'hypothèse d'une évolution de l'offre concurrentielle des prestations associées, les bons de commande de maintenance, formation et/ou de consommables pourront ne plus être émis sur le fondement du présent accord-cadre. UniHA en informera le titulaire avec le respect d'un préavis de 3 mois précédant la date effective d'arrêt des bons de commande (date de notification faisant foi).
- Il est précisé que cette appréciation se basera sur la capacité des sociétés de tierce maintenance ou de maintenance multimarques ou d'autres prestataires, à réaliser des prestations de maintenance concernant les équipements référencés aux marchés sans remise en cause de la pertinence de l'offre retenue. Le GCS UniHA assure à ce titre une veille concurrentielle permanente.
- Tant que UniHA n'aura pas notifié de décision d'arrêt en ce sens, les bons de commande de maintenance auront une durée d'exécution d'un an qui pourra être renouvelée à chaque échéance pendant la période de validité de l'accord-cadre.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent accord-cadre sont, pour chaque lot, les suivantes :

- **L'acte d'engagement et les annexes qui y sont listées (notamment le Bordereau des Prix Unitaires pour tous les lots)**
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes** :
 - Annexe 1 : Liste des adhérents UniHA ;
 - Annexe 2 : Template e-catalogue
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)
- **L'offre technique du titulaire** incluant
 - Les réponses aux questionnaires et autres documents exigés dans les questionnaires ;

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

5. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloué en 4 lots. Le descriptif technique de chaque lot est précisé dans le CCTP.

Lots	Intitulé
Lot 1	Contrôleur Optique compatible avec plusieurs automates de dispensation nominatives par reconditionnement
Lot 2	Contrôleur Optique compatible avec les automates de dispensation nominatives par reconditionnement ATDPS
Lot 3	Contrôleur Optique compatible avec les automates de dispensation nominatives par reconditionnement PROUD et LITREA

Lot 4	Automate de dispensation nominative par surconditionnement
--------------	--

6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

6.1.1 MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le GCS UniHA de tout changement qui se rapporte :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À un changement de coordonnées bancaires (RIB).

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif du GCS UniHA avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par certificat administratif. Un avenant n'est pas nécessaire.

6.1.2. CESSION DE MARCHE

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- Les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation ou la distribution du produit objet du marché est transférée à un autre opérateur sans changement du ou des produits référencés dans le marché, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert pourra être convenu avec le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert. Le transfert ne peut notamment justifier ni un changement d'équipement ou de produit ni une modification des prix du marché.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1^{er} janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1^{er} Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire

2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2026 - 30/06/2026 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée par le titulaire, en ce compris les co-traitants en cas de groupement
5. Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

Le Titulaire adressera une copie de ce fichier de reporting par mail à :

Vanessa BOUJEDO (acheteuse) vanessa.boujedo@uniha.org

Julie COUSTILLET-JADOT (assistante achat) julie.jadot@uniha.org

Filière Dispensation des Produits De Santé (DPDS), CH de Troyes.

La méconnaissance par le titulaire des stipulations prévues au présent article donnera lieu, après mise en demeure, à une pénalité de retard de 500 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

6.3 ALIMENTATION DU E-CATALOGUE UNIHA

Afin d'alimenter le e-catalogue UniHA, et de proposer à l'ensemble des adhérents du GCS une vitrine des articles proposés dans chaque lot, les titulaires de l'accord-cadre devront fournir l'annexe 2 du CCAP (trame e-catalogue) comprenant les prix de l'offre.

Ces éléments devront parvenir à UniHA avant la date de début d'exécution du marché.

Ils devront être complétés par les photos et/ou fiches techniques des produits proposés dans l'offre. Ces éléments complémentaires devront parvenir à UniHA dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de début d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas les délais de transmission susmentionnés, une pénalité de retard de 300 Euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

6.4 QUALITE DES FOURNITURES ET SERVICES

Les prestations objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à ce que ses équipements soient neuf d'origine et en parfait état de fonctionnement, sous réserve des hypothèses d'offres promotionnelles.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

6.5 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier auprès de UniHA dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il transmet à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurances nécessaires à la réalisation des travaux préalables à l'installation des équipements avant commencement des travaux par ses soins le cas échéant.

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 500 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond.

Cette pénalité est appliquée par UniHA.

6.6 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

6.7 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

6.8 SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit au GCS UniHA une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

6.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

7. COMMUNICATION

7.1 PROJET DE SUPPORT DE COMMUNICATION

A compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire, sur demande, fournira au GCS UniHA un projet de support de communication sous format A4 reprenant les principales caractéristiques du produit retenu (description physique, fonctionnalités, applications médicales, matériaux etc...) et mettant en avant les qualités principales du produit.

Cette fiche servira de support de communication auprès des établissements bénéficiaires et sera également utilisée pour la rédaction d'un catalogue commercial.

Le projet de support de communication sous format A4 sera envoyé par le Titulaire sous format électronique par mail auprès du responsable UniHA référencé en introduction du CCAP. Le format du document permettra des modifications libres (type doc, docx, rtf etc...).

Ce projet de support sera soumis à validation au GCS UniHA qui se réserve le droit d'en modifier légèrement le contenu (avec accord du Titulaire) en fonction des contraintes de publication de la fiche de présentation de l'accord-cadre.

7.2 SUPPORTS VISUELS DE PRESENTATION

Le Titulaire, sur demande, fournira gratuitement au GCS UniHA un panel d'images numériques présentant les produits retenus dans le cadre de l'offre du Titulaire. Ce panel d'images sera utilisé par le GCS UniHA en tant que support visuel de présentation de l'offre du Titulaire pour la réalisation du catalogue ou bien lors de présentations des marchés aux établissements bénéficiaires.

Le Titulaire fournira également, dans les mêmes conditions, le logo de son entreprise, ainsi que les conditions relatives à son utilisation.

Le GCS UniHA se réserve le droit d'utiliser tout ou partie de ce panel d'images ainsi que le logo en tant que support de communication.

La fourniture de ces images sera demandée après notification de l'accord-cadre et pourra intervenir ponctuellement en cours d'exécution soit à la demande du GCS UniHA ou à l'initiative du Titulaire de l'accord-cadre en cas d'avenant ou de modification de l'accord-cadre.

Le Titulaire peut utiliser le logo du GCS UniHA pour toute communication/promotion des produits objets du marché auprès des bénéficiaires du marché.

Chapitre 2 – Modalités d'exécution

8. OBLIGATIONS GENERALES DES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

8.1 UTILISATION DU MATERIEL

Pendant toute la durée d'exécution du marché, et conformément aux spécifications techniques du matériel, telles que définies dans l'offre du Titulaire et ses annexes, l'établissement bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser le matériel dans des conditions normales, en particulier à ne pas utiliser de produits qui pourraient l'endommager ;
- Utiliser le matériel dans des conditions d'environnement conformes aux spécifications du constructeur ;
- Respecter les conditions habituelles d'utilisation telles que décrites dans le manuel d'utilisation du produit ;
- Maintenir le matériel en parfait état de fonctionnement. La remise en état d'un matériel qui serait détérioré faute de soins élémentaires serait à la charge de l'Etablissement bénéficiaire ;
- Effectuer les opérations de maintenance de niveau 1 selon la norme AFNOR FD X 60 000, à savoir les actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien. Ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation ;
- Assurer les conditions réglementaires de sécurité du représentant du titulaire pendant ses prestations de maintenance.

Le représentant légal de l'établissement bénéficiaire assume son rôle de « gardien de la chose » et, à ce titre, reste responsable, de l'utilisation qui en est faite, et des dommages matériels et / ou corporels pouvant en résulter. Cette responsabilité de l'établissement bénéficiaire, en sa qualité de gardien de la chose, n'est pas l'unique responsabilité potentielle en lien avec l'utilisation des équipements et l'établissement bénéficiaire pourra toujours rechercher la responsabilité du titulaire.

8.2 PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Il appartient aux établissements bénéficiaires, dans le cadre de leur politique de qualité et de gestion des risques en matière de sécurité et d'environnement de mettre en place en collaboration avec le Titulaire deux plans de prévention des risques :

- Un plan relatif à la livraison des équipements
- Un plan relatif à la maintenance durant l'exécution d'exploitation des équipements.

La réalisation de ce programme nécessite de disposer d'informations relatives à la prévention des risques liés à la co-activité entre les activités hospitalières et les activités des entreprises extérieures intervenant sur le site de l'établissement bénéficiaire concerné.

Le Titulaire devra fournir à l'établissement bénéficiaire concerné un document identifiant les risques inhérents à ses activités (et aux activités de ses sous-traitants éventuels) ainsi que ceux liés à la co-activité entre ses activités et les activités hospitalières susceptibles de survenir dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, en vue de l'établissement des plans de prévention institutionnels.

Une fois finalisé, ces documents intitulés « plans de prévention institutionnel » seront signés par un représentant habilité du Titulaire et de l'établissement bénéficiaire.

9. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS (UNIQUEMENT POUR LE LOT 4)

Toutes les conditions de passation et d'exécution des marchés subséquents ne sont pas fixées dans le présent CCAP.

Elles seront complétées par une lettre de consultation à l'occasion de chaque marché subséquent.

9.1 ELABORATION DE LA LETTRE DE CONSULTATION

Une lettre de consultation exprimant les besoins et données de l'établissement sera adressée au titulaire de l'accord-cadre initial par chaque établissement bénéficiaire sous forme dématérialisée dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le marché subséquent aura notamment pour objet de préciser :

- Le besoin technique et les données de l'établissement pour son projet de dispensation nominative par surconditionnement (typologie des lits, nombre de lit patient, répartition des médicaments, nombre de doses nominatives préparées par lits, sites concernés, type de dispensation, forme galénique des doses unitaires consommées sera précisée à défaut un pourcentage, etc.) ;
- La durée du marché subséquent et de la prestation ;
- Le type de données traitées et les dispositions relatives au traitement des données personnelles le cas échéant ;
- Les modalités de réception des prestations ;
- Les modalités de paiement.

Les établissements bénéficiaires ne pourront pas apporter, lors de la passation des marchés subséquents, des modifications substantielles aux termes fixées dans l'Accord-Cadre initial.

Le marché subséquent ne peut avoir pour objet de renégocier les termes de l'accord-cadre initial ou de l'offre remise au stade de l'accord-cadre initial, mais uniquement de préciser les contraintes et données de l'établissement permettant au titulaire d'ajuster leurs offres retenues au stade de l'accord-cadre initial à ces seules contraintes.

Le périmètre des prestations arrêté au stade de l'accord-cadre initial pour chaque module ne pourra notamment pas être modifié.

Les seules clauses du présent CCAP susceptibles d'être ajustées au stade du marché subséquent sont les suivantes :

- Les modalités et délais de vérifications quantitatives et qualitatives (article 14 du présent CCAP) ;
- Le planning des prestations, le planning ne pouvant excéder celui remis au stade de l'accord-cadre initial ;
- Les taux et modalités de versement des avances dès lors que l'ajustement est opéré dans un sens favorable au titulaire ;
- La périodicité et le pourcentage des acomptes dès lors que l'ajustement est opéré dans un sens favorable au titulaire ;

Les autres clauses du présent CCAP ne pourront faire l'objet d'ajustement. Ne pourront notamment pas être ajustées les clauses relatives aux prix plafonds ou aux pénalités.

Les spécifications techniques de l'accord-cadre initial ne pourront davantage être modifiées.

9.2 PRESENTATION DE L'OFFRE DU TITULAIRE

Le Titulaire de l'accord-cadre initial remettra une offre sur la base des données renseignées dans la lettre de consultation du marché subséquent.

Il s'engage à présenter une offre conforme à celle proposée au stade de l'accord-cadre initial tant sur un plan technique, qualitatif que financier. Il ne devra notamment pas dégrader les termes de son offre.

Le titulaire sera invité à remettre :

- Une offre financière respectant les prix plafonds prévus dans le BPU de l'accord-cadre initial ;
- Une note méthodologique conformément à la méthodologie décrite à l'accord-cadre initial et adaptée aux spécificités de chaque établissement bénéficiaire ;
- Un planning d'exécution des prestations conformément au planning définit au stade de l'accord-cadre et ajusté aux besoins exprimés par l'établissement bénéficiaire ;

- Des précisions sur les modalités d'intervention au regard des données de l'établissement renseignées dans la lettre de consultation.

En cas d'offre non conforme au dossier de consultation de l'accord-cadre initial ou à la lettre de consultation du marché subséquent, l'établissement bénéficiaire pourra rejeter l'offre du titulaire de l'accord-cadre.

10. MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Une fois le marché subséquent notifié et le périmètre des prestations arrêté, les prestations pourront s'exécuter par l'émission de bons de commande notifiés par toute personne habilitée de l'établissement bénéficiaires.

11. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont directement passés par les établissements bénéficiaires mentionnées à l'article 1.2 du présent CCAP.

Les bons de commandes sont signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement adhérent selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement adhérent est garant de cette habilitation.

Chaque commande fera l'objet d'un accusé-réception de la part du titulaire dans les 72h suivant la réception du bon de commande, adressé à l'établissement bénéficiaire **et à UniHA.**

L'accusé réception précisera la date prévisionnelle de livraison.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Le titulaire devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté de fourniture.

11.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR L'ACHAT D'UN EQUIPEMENT

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,

- Les références telles que figurant au BPU,
- La quantité à livrer,
- L’extension de garantie et sa durée, le cas échéant,
- La date de livraison souhaitée,
- L’adresse et le lieu de livraison,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande.

11.2 EMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA MAINTENANCE, LES ACCESSOIRES, LES OPTIONS ET CONSOMMABLES

Les bons de commande de contrat de maintenance font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Les références du contrat commandé, telles que figurant au BPU,
- La date de début des prestations,
- La durée du contrat de maintenance,
- L’adresse et le lieu d’exécution des prestations,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande.

Les bons de commande de prestations de maintenance hors contrat de maintenance font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Le motif de l’intervention et le montant au-delà duquel un devis est exigé,
- La date de début d’exécution des prestations,
- L’adresse et le lieu d’exécution des prestations,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,

- Le numéro de la commande,
- L’extension de garantie le cas échéant.

Les bons de commande des autres accessoires, options et consommables font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande ;
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot ;
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA ;
- Les références des accessoires, options, consommables telles que figurant au BPU ;
- La personne référente du projet au sein de l’établissement ;
- La date de livraison souhaitée ;
- L’unité de conditionnement des consommables et accessoires ;
- Le minimum de commande s’il y a lieu pour les consommables ;
- L’adresse et le lieu de livraison ;
- Le prix net unitaire HT ;
- Le montant TTC du bon de commande.

11.3 EMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LA FORMATION

Les bons de commande de formation complémentaire font apparaître les informations suivantes :

- La date de commande,
- Le nom et les coordonnées du titulaire du lot,
- La référence du lot, et le numéro du marché UniHA,
- Les références et/ou la durée de la formation complémentaire, telles que figurant au BPU,
- La date de début des prestations,
- L’adresse et le lieu d’exécution des prestations,
- Le prix net unitaire HT,
- Le montant TTC du bon de commande,
- Le numéro de la commande.

12. MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Avant la livraison des fournitures ou l'exécution des prestations, un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande d'un établissement bénéficiaire, totalement ou partiellement.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation sur le motif de l'annulation, sauf à démontrer et justifier avoir engagé des frais à perte pour l'exécution des prestations.

Dans ce cas, le Titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement, conformément à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS. Aucun forfait minimum de dédommagement n'est alors applicable. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.6 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation du bon de commande pour faute du titulaire (retard, non réponse) ou dans l'hypothèse où une nouvelle commande d'un montant équivalent émise par l'établissement bénéficiaire concerné serait intervenue en remplacement de la commande annulée.

13. MODALITES DE LIVRAISON DES EQUIPEMENTS ET FOURNITURES

13.1 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON DES EQUIPEMENTS

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et sont listées sur chaque bon de commande.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Concernant la France métropolitaine, le titulaire payera tous les coûts de transport jusqu'à l'établissement bénéficiaire et supportera tous les risques y afférents.

Le titulaire payera également les taxes et se chargera, le cas échéant, des frais et formalités de dédouanement.

Le transport, le déchargement, l'installation et la mise en service de l'équipement seront supportés et/ou sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Concernant les DROM COM, s'appliquera l'Incoterm FCA, rendu Transitaire, aéroport ou port européen mentionné et chiffré dans l'offre du titulaire retenu.

Le titulaire sera ensuite tenu de présenter un devis de transport, en incoterm DDP jusqu'au site de l'établissement bénéficiaire. L'établissement bénéficiaire sera libre d'accepter ou de refuser ce devis.

L'équipement doit être livré avec tous les accessoires nécessaires à son utilisation. Les notices d'utilisation doivent être rédigées en langue française.

13.2 EMBALLAGE ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport, et respecter les réglementations en vigueur. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Pour les équipements, conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du titulaire.

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire.

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé à l'article 13.4 du présent CCAP.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque utilisateur.

13.3 BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date d'expédition,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- La personne ou le service en charge de valider la livraison,
- Le numéro de série pour les équipements.

13.4 LE DELAI DE LIVRAISON

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande, entendue comme la date à laquelle le bon de commande est reçu par le titulaire.

Les délais contractuels de livraison des équipements et accessoires sont ceux prévus dans l'offre du titulaire.

Les délais contractuels de livraison des consommables sont sous 24 à 48h en cas de commandes urgentes. En conditions normales, les délais de livraison doivent être de 96h maximum.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé à l'article 23.1 du présent CCAP.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

14. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la personne qui aura été désignée par l'établissement.

Ces vérifications sont destinées à constater que les prestations répondent aux stipulations du marché.

Si des travaux d'installation sont commandés au Titulaire, les opérations de vérifications des travaux et celles des équipements seront menées de façon distincte, avec un procès-verbal d'admission et un procès-verbal de réception définitive distincts.

14.1 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS

Par dérogation aux articles 28 et 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification des équipements se déroulent de la façon suivante.

14.1.1 LA MISE EN ORDRE DE MARCHE

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel sont réalisées par le titulaire dans les 15 jours suivant la livraison ou sur la base d'un calendrier convenu d'un commun accord entre le bénéficiaire et le Titulaire.

Le titulaire remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et, lui indique s'il sera présent ou non aux opérations de vérification.

La mise en ordre de marche inclut la fourniture des prestations annexes fournies (documentation et formation).

14.1.2 MISE EN SERVICE ET ADMISSION

Dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la mise en ordre de marche ou à une date choisie d'un commun accord entre le fournisseur et l'Ingénieur Biomédical, il sera procédé aux opérations tendant à vérifier que les équipements présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché et de l'offre du titulaire.

A l'issue cette période de vérification :

- Si le résultat est positif :
 - L'établissement bénéficiaire dispose d'un délai maximal de quinze jours calendaires pour notifier par écrit au titulaire sa décision d'admission de l'équipement. L'établissement bénéficiaire établit alors et signe **un procès-verbal d'admission validant l'acceptation de la mise en service** dont un exemplaire est remis au titulaire.
 - **La garantie contractuelle du Titulaire prendra effet à la date indiquée sur ce procès-verbal.**
 - **L'admission emporte transfert de propriété de l'équipement à l'établissement bénéficiaire, pour le financement en achat.**
 - **L'admission déclenche le début du paiement des loyers pour les financements en location et en location avec option d'achat.**
- Si le résultat de la vérification est négatif, l'établissement prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :
 - D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
 - D'admission avec réfaction ;
 - De rejet, après que le titulaire a été mis à même de présenter des observations.
- Si l'établissement estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. Pour cela :
 - La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.
 - En cas de rejet, le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être évacuées par l'établissement, aux frais du titulaire.
 - Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.
- Si l'établissement ne notifie pas sa décision dans le délai de quinze jours calendaires mentionné ci-avant, le résultat de la vérification est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

14.2 OPERATIONS DE VERIFICATION DES EQUIPEMENTS COMPRENANT DES SOLUTIONS LOGICIELLES

Les opérations de vérification pour les solutions logicielles s'effectuent dans les conditions suivantes :

14.2.1 LA MISE EN ORDRE DE MARCHE

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel sont réalisées par le titulaire dans les 15 jours suivant la livraison ou sur la base d'un calendrier convenu d'un commun accord entre le bénéficiaire et le Titulaire.

Le titulaire remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et, lui indique s'il sera présent ou non aux opérations de vérification.

La mise en ordre de marche inclut la fourniture des prestations annexes fournies (documentation et formation).

14.2.2 LA VERIFICATION D'APTITUDE

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

14.2.3 VERIFICATION DE SERVICE REGULIER

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

La vérification de service régulier de l'équipement ne peut cependant être effectuée que **sous réserve d'une solution d'interfaçage mise en œuvre par l'établissement de santé auprès d'un tiers.**

La demi-interface « SIH » relève exclusivement de la responsabilité de l'établissement de santé et est étrangère au Titulaire du présent marché qui n'a la charge que de sa propre demi-interface « Equipements ».

Cette interface « SIH » est un prérequis indispensable à la mise en œuvre, par les Titulaires, de leur propre demi-interface « Equipements », permettant, ensuite, la réalisation des étapes suivantes : la **validation d'aptitude (VA)**, les **opérations de vérification de service régulier (VSR)** et la **mise en service**.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, lors de la passation d'un marché subséquent / ou l'émission d'un bon de commande, il est recommandé que les établissements aient :

- Commandés leur demi-interface « SIH » auprès d'un éditeur tiers ;
- Obtenus de l'éditeur tiers un engagement ferme sur une date de livraison mentionnée au marché subséquent / ou au bon de commande ;
- Obtenus de l'éditeur tiers un engagement afin qu'il assure, dans des délais restreints, l'ensemble des adaptations nécessaires en cas de besoins de développement supplémentaires lors de la mise en œuvre des demi-interfaces entre l'établissement et le Titulaire : il est préférable que cet engagement de l'éditeur soit mentionné au marché subséquent / ou au bon de commande.

Lors de la mise en place des demi-interfaces « SIH » des établissements et des Titulaires, des besoins de développements informatiques supplémentaires peuvent parfois émerger, nécessitant une réactivité des Titulaires et des éditeurs des établissements.

A cet effet, 6 semaines au plus tard après la date effective du PV de mise en ordre de marche, l'établissement informera le Titulaire du présent contrat de la mise en œuvre de la solution d'interfaçage et de la date à laquelle les opérations de vérification de service régulier peuvent commencer.

Les opérations de vérification de service régulier ne peuvent démarrer plus de 8 semaines à compter de la mise en place de la solution d'interfaçage comprenant la demi-interface « SIH » de l'établissement et la demi-interface du Titulaire.

Les opérations de vérification de service régulier seront réalisées par le Titulaire, en présence d'un représentant de l'établissement.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de connexion de l'équipement à l'interfaçage.

Au cours de cette période, le Titulaire assurera les prestations de formation à l'attention des utilisateurs de l'équipement : démonstration aux utilisateurs du fonctionnement, constat de la présence des notices d'utilisation en français, des accessoires et consommables, des coordonnées des différents interlocuteurs commerciaux et techniques. Une phase d'assistance lors des premières utilisations peut être programmée le cas échéant.

A l'issue du délai de la période de Vérification de Service Régulier, l'établissement devra notifier sa décision d'admission de l'équipement.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept (7) jours à l'issue de la période de vérification de service régulier, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

L'établissement ne pourra pas refuser l'admission de l'équipement pour des motifs étrangers aux fonctionnalités techniques de l'équipement.

Les établissements bénéficiaires sont informés qu'en l'absence, par l'établissement, de leur demi-interface « SIH » opérationnelle 4 mois à compter du PV de mise en ordre de marche, l'équipement est réputé admis.

14.2.4 MISE EN SERVICE

L'admission sera prononcée à l'issue de la phase de vérification de service régulier et fera l'objet d'un procès-verbal de mise en service notifié par le pouvoir adjudicateur et une remise des documents de qualification en vigueur pour ce type d'équipement.

14.3 OPERATIONS DE VERIFICATION DES FOURNITURES AUTRES QUE LES EQUIPEMENTS

14.3.1 VERIFICATION QUANTITATIVE

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrés.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

14.3.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 15 jours à compter de la livraison des fournitures.

La livraison est réputée admise en cas de silence de l'établissement adhérent après ce délai.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit peut être rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

14.3.3 ADMISSION

Les fournitures sont admises à l'issue des opérations de vérifications prévues à l'article 14.2.

15. TRAITEMENT DES EVENEMENTS INDESIRABLES

Tout dysfonctionnement ou évènement indésirable du produit, survenant lors de l'utilisation, fera l'objet d'une instruction par l'établissement bénéficiaire, et d'une déclaration du correspondant local de matériovigilance auprès du Titulaire.

En fonction du degré de criticité, le correspondant signalera l'incident à l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé), en application des dispositions des articles R5212-1 et suivants du code de la santé publique et/ou à l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

16. GARANTIE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

Voir CCTP.

17. FORMATION

Voir CCTP.

18. ACHATS DURABLES, EQUITABLES ET RESPONSABLES

Le Titulaire pourra être invité, une fois par an, à présenter aux équipes médicales concernées et aux établissements bénéficiaires, ses pratiques concrètes d'achats durables et/ou équitables et/ou responsables dans le cadre du cycle de vie des Systèmes, notamment dans la consommation énergétique des Systèmes, le recyclage des pièces, composants et Logiciels.

19. EVOLUTION DE L'OFFRE EN COURS D'EXECUTION

Indépendamment des hypothèses de modification prévues aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la commande publique, l'offre du titulaire pourra faire l'objet de modifications actées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

En effet, les équipements objet du présent marché sont soumis à de fortes et récurrentes évolutions technologiques ayant pour conséquence une évolution de l'offre proposée aux adhérents en cours d'exécution.

Les évolutions technologiques identifiées et susceptibles de faire évoluer l'offre sont, notamment, les suivantes :

- Modification du système d'exploitation ;
- Mise à jour du logiciel durant toute la durée du marché ;
- Evolution technologique de l'équipement ;
- Modification de la configuration de l'équipement ;
- Complément de gamme sur un équipement ;
- Ajout d'options, consommables, fonctionnalités indispensables à l'utilisation optimale de l'équipement ;
- Interfaçage avec d'autres équipements ou logiciels de la PUI ou des unités de soins ;
- Ajout de matériels biodégradables ;
- Réduction de la taille des équipements ;
- Précision technique plus puissante pour les options.

Les évolutions technologiques, spécifiques aux lots d'équipements de reconditionnement, identifiées et susceptibles de faire évoluer l'offre sont, notamment, les suivantes :

- Module pour la sécurisation de préparation des formes fractionnées ou formes exotiques ;
- Evolution de la technologie des cassettes et technique de remplissage des cassettes ;
- Augmentation de la capacité des cassettes ;
- Solution permettant de scanner le code barre sur les sachets.

Les évolutions technologiques, spécifiques aux lots d'équipements de surconditionnement, identifiées et susceptibles de faire évoluer l'offre sont, notamment, les suivantes :

- Format de la dispensation – module de sortie de l'automate ;
- Eléments de liaison entre la production de doses unitaires et la production de doses à administrer ;
- Solution permettant la gestion des retours ;
- Modification des matériaux des éléments de dispensation ;
- Modification des conditions logistiques pour réduire l'émission de CO2 ;
- Format de la dispensation – module de sortie de l'automate.

Ces évolutions sont susceptibles d'entraîner les modifications contractuelles suivantes.

19.1 REMPLACEMENT DE REFERENCES

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, de contrainte d'approvisionnement ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre ou pour tout autre motif jugé pertinent par le GCS UniHA, le Titulaire a la possibilité, après accord du GCS UniHA, de remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par des fournitures jugées équivalentes ou

plus performantes ou plus adaptées aux besoins. Le nouveau matériel ou la nouvelle prestation associée sera conforme aux spécifications prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent(e) ou supérieur(e) au matériel ou à la prestation associée proposé(e) initialement.

Le remplacement de la référence, ponctuel ou permanent, devra se faire à prix équivalent.

Ce remplacement pourra être formalisé par voie de certificat administratif signé par le pouvoir adjudicateur et auquel sera joint le BPU intégrant la nouvelle référence, sans modification de prix.

A titre exceptionnel, à l'issue des 6 premiers mois de l'accord-cadre, en cas d'évolution technologique non disponible à la date de notification du marché et liée à l'évolution normale de la technologie liée aux équipements objet du marché, le prix de la nouvelle référence pourra excéder le prix de la référence remplacée, à la condition que le remplacement de la référence ne soit pas susceptible de remettre en cause les conditions initiales de mise en concurrence et notamment le classement des offres.

Dans cette dernière hypothèse, la modification sera effectuée par voie d'avenant. Le nouveau BPU intégrant la nouvelle référence et son prix sera joint à l'avenant. La signature de l'avenant vaudra signature du BPU.

Dans tous les cas, le GCS UniHA est libre d'accepter ou de refuser le remplacement de la référence. Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'approvisionner du fait du refus de remplacement de référence, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dès lors que la rupture d'approvisionnement ne résulte pas d'une circonstance imprévisible.

Enfin, l'établissement bénéficiaire qui aurait déjà passé commande se réserve le droit d'annuler son bon de commande sans frais à sa charge si le remplacement de la référence ne lui convient pas.

19.2 COMPLEMENT DE GAMME

En cours de validité de l'accord-cadre, chaque titulaire pourra être amené à compléter sa gamme d'équipements/de produits dans la limite du montant maximum du lot, et aux conditions cumulatives suivantes :

- Que l'équipement/le produit soit conforme à l'objet du lot ;
- Que l'équipement/le produit réponde aux spécifications techniques du CCTP ;
- Que l'équipement/le produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence d'un autre lot ;
- Que l'intégration de l'équipement/le produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence.

Si l'équipement/le produit objet du complément de gamme est d'un prix équivalent ou inférieur aux équipements/ produits de la gamme qu'il vient compléter, l'ajout du nouvel équipement/produit pourra faire l'objet d'un certificat administratif. Le BPU comprenant la nouvelle référence et le prix associé sera joint au certificat administratif.

Si l'équipement/le produit objet du complément de gamme est d'un prix supérieur aux équipements de la gamme qu'il vient compléter, l'ajout devra faire l'objet d'un avenant signé par UniHA.

19.3 AJOUT DE REFERENCES ACCESSOIRES A L'EQUIPEMENT

Sont des références accessoires à l'équipement les consommables, fournitures, prestations qui ne sont pas susceptibles d'être utilisées indépendamment de l'équipement.

En cours d'exécution, le titulaire pourra proposer l'ajout, par voie d'avenant, de consommables, fournitures, prestations associées à l'équipement utiles à son utilisation ou à l'optimisation de son utilisation. Ces références doivent être l'accessoire direct et le seul compatible avec l'équipement ou le seul susceptible de garantir à l'adhérent une utilisation sécurisée et optimale. Elles ne peuvent notamment pas être utilisées indépendamment de l'équipement ou à d'autres fins que l'utilisation optimale de l'équipement objet du lot.

La nature et le volume de ces références ne doivent pas être de nature à remettre en cause les conditions initiales de mise en concurrence.

L'ajout de ces références sera acté par voie d'avenant, dont la signature vaudra signature du nouveau BPU associé.

19.4 AJOUT D'UN EQUIPEMENT EXCLUSIF AU SENS DE L'ARTICLE R.2122-3 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Si le titulaire développe et commercialise en cours d'exécution un produit/équipement/service en lien avec l'objet du marché et qui ne peut être fourni par aucun autre opérateur sur le marché concurrentiel au sens de l'article R.2122-3 du Code de la commande publique, la nouvelle référence pourra être intégrée au marché par voie d'avenant.

19.5 EVOLUTION DU CATALOGUE DES PIECES DETACHEES

Le catalogue de pièces détachées du titulaire pourra évoluer chaque trimestre dans les conditions suivantes :

- Le titulaire s'engage à respecter le taux de remise contractuellement prévu dans son offre et à l'appliquer aux prix du catalogue « tarif public/clientèle » mis à jour annuellement.
- Le titulaire pourra ajouter dans son catalogue de nouvelles pièces détachées liées à l'évolution technologique des équipements objet du lot ou à l'évolution des prestations de maintenance de ces équipements. Seules les pièces strictement nécessaires à la maintenance des

équipements objet du lot concerné pourront être ajoutées. Le titulaire veillera à indiquer au GCS UniHA la liste de ces nouvelles pièces d'un montant supérieur à 1 000€.

- Le montant maximum du lot/des prestations de maintenance ne pourra pas être dépassé par l'effet de l'évolution du catalogue.

Le nouveau catalogue sera adressé par le titulaire au GCS UniHA.

Les nouveaux prix du catalogue ne pourront entrer en vigueur qu'après accord exprès du GCS UniHA.

Cet accord exprès pourra prendre la forme d'une simple notification par UniHA du nouveau catalogue, par voie électronique.

19.6 ENCADREMENT DES CONDITIONS FINANCIERES DES AVENANTS

Le montant maximum de l'accord-cadre ne pourra être dépassé par l'effet des modifications ci-avant listées.

Chapitre 3 - Prix et règlements

20. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

20.1 FORME DES PRIX

Le prix des fournitures et prestations objet du marché sont révisables dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

20.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, aux emballages et à leur évacuation après livraison, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le prix de l'achat d'équipement renseigné au BPU comprend :

- Une pré-visite technique sur le site de l'établissement pour la phase de définition du besoin si exigé par l'établissement et jugé nécessaire ;
- La livraison (conditionnement et transport) de l'équipement et ses accessoires/prestations identifiés dans le bon de commande ;
- Le montage, le paramétrage et la mise en service ;
- La manutention et l'élimination des déchets ;
- La formation initiale des utilisateurs dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP ;
- La garantie contractuelle minimale d'un an et l'extension de garantie le cas échéant ;
- Les consommables obligatoires pour le fonctionnement de l'équipement (le cas échéant).

Seul le coût des prestations telles que pré visite technique, livraison, installation, mise en service, formation et maintenance peuvent être différenciés dans le BPU pour les adhérents situés dans les DROM COM. Le titulaire précisera dans le BPU le surcoût de ces prestations pour les DROM-COM en pourcentage (en colonne I).

21. MODIFICATION DES PRIX

La mise en œuvre de la formule de révision ne fait pas obstacle à ce que les parties s'accordent pour limiter les évolutions de prix résultant de l'application de la formule de révision.

21.1 REVISION DES PRIX DES EQUIPEMENTS, CONSOMMABLES ET FOURNITURES

21.1.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMULE DE REVISION

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse, tous les 12 mois, à compter du 2^{ème} anniversaire dont la date est définie à l'article 3.1 du présent CCAP par application de la formule précisée ci-après.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au référent du marché visé en première page du CCAP, moyennant un **préavis de 2 mois** avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix. L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

Il est précisé que le GCS UniHA assurera également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du BPU par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, les prix révisés s'appliquent au bon de commande émis à compter de la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix.

21.1.2 FORMULE DE REVISION

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,80 \times I_1/I_0)$$

Avec :

P_0 : Prix fixé au BPU

P : Prix révisé

I_0 : Valeur de l'indice de référence au mois de la DLRO

I_1 : Moyenne de l'indice publié sur les douze derniers mois précédant la demande de révision (soit 2 mois avant la date anniversaire du marché).

Indice en vigueur pour la formule de révision :

Indice CVS-CJO de la production industrielle (base 100 en 2015) - Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines (NAF rév. 2, niveau A17, poste C3): [Série 010537910 Indice CVS-CJO de la production industrielle \(base 100 en 2015\) - Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines \(NAF rév. 2, niveau A17, poste C3\) | Insee](#)

Les prix ainsi révisés s'appliquent jusqu'à la révision suivante.

La valeur de l'indice publié prise en compte sera la dernière valeur publiée qu'elle soit provisoire ou définitive.

Si les indices choisis cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui leur seraient substitués administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par les parties par voie d'avenant.

21.2 REVISION DES PRIX DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE

21.2.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA REVISION

Les prix pour l'ensemble des prestations de maintenance listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse, tous les 12 mois, à compter de la date anniversaire du marché déterminée à l'article 3.1 du présent CCAP par application de la formule précisée ci-après.

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au référent du marché visé à la première page du CCAP, moyennant un **préavis de 2 mois** avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier aura pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou du prix précédemment révisé.

Il est précisé que le GCS UniHA assurera également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur formalisée par tous moyens y compris par la seule notification électronique du BPU par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, les prix révisés s'appliquent au bon de commande émis à compter de la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix.

21.2.2 FORMULE DE REVISION

La révision s'effectuera par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (0,20 + 0,80 * (0,4 * \frac{I_{pièces_1}}{I_{pièces_0}} + 0,3 * \frac{I_{mo_1}}{I_{mo_0}} + 0,2 * \frac{I_{transport_1}}{I_{transport_0}} + 0,1 * \frac{I_{hébergement_1}}{I_{hébergement_0}}))$$

- P_0 : Prix fixé au BPU
- P : Prix révisé
- $I_{pièces_0}$ / I_{mo_0} / $I_{transport_0}$ / $I_{hébergement_0}$: Valeur de l'indice de référence au mois de la DLRO
- $I_{pièces_1}$ / I_{mo_1} / $I_{transport_1}$ / $I_{hébergement_1}$: moyenne de l'indice publié sur les 12 derniers mois précédant la demande de révision (soit 2 mois avant la date anniversaire du marché)

Indices en vigueur pour la formule de révision :

- Ipièces représente l'indice pièce détachées - produits manufacturés, issu du bulletin des statistiques officielles de l'I.N.S.E.E B to B, sous l'identifiant A21 C – 010535593.
- Imo représente l'indice main d'œuvre - services professionnels, scientifiques et techniques, issu du bulletin des statistiques officielles de l'I.N.S.E.E B to B, sous l'identifiant A21 MZ – 010545940.
- Itransport représente l'indice transport – transports et entreposage, issu du bulletin des statistiques officielles de l'I.N.S.E.E B to B, sous l'identifiant A17 HZ – 010545931.
- Ihébergement représente l'indice hébergement – hébergements et restauration, issu du bulletin des statistiques officielles de l'I.N.S.E.E B to B, sous l'identifiant A17 IZ – 010545932.

La valeur de l'indice publié prise en compte sera la dernière valeur publiée qu'elle soit provisoire ou définitive.

Si les indices choisis cessaient d'être publiés, ils seraient remplacés de plein droit par ceux qui leur seraient substitués administrativement, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet par les pouvoirs publics. A défaut de fixation administrative d'un indice de remplacement, un nouvel indice serait déterminé par les parties par voie d'avenant.

21.3 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire.

En plus des équipements neufs, à l'occasion de ces offres promotionnelles, le titulaire pourra également proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par mail à UniHA (référé administratif de la filière), le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle peut ne pas faire l'objet d'un avenant dès lors que le GCS UniHA a formalisé par voie électronique son accord sur l'offre.

22. MODALITES DE REGLEMENTS

22.1 AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% sur accord de l'établissement concerné.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

Remboursement de l'avance :

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

22.2 MODALITES DE PAIEMENT EN ACHAT

Pour l'achat des équipements, des acomptes seront versés dans les conditions suivantes :

- Une avance de 30% à la commande ;
- Le solde du paiement à l'admission de l'équipement.

Pour l'achat des fournitures, le paiement s'effectuera à l'admission des fournitures.

22.3 MODALITES DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Le paiement des prestations forfaitaires s'effectuera trimestriellement à terme échu.

La dernière facture d'une année civile sera émise entre le 15 et le 31 décembre de chaque année civile.

Le montant de la première facture sera égal au montant prorata temporis du trimestre civil.

Le paiement des prestations sur bon de commande s'effectuera après la réalisation de chaque prestation.

22.4 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date

d'admission des produits ou, pour les acomptes, à la date d'admission des opérations de vérification, à compter de la date d'admission lorsque le paiement est subordonné à une procédure d'admission.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

22.5 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- pour les factures liées aux équipements électroniques et électriques, les factures feront apparaître la ligne correspondant à l'élimination des déchets ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

Chapitre 4 – Pénalités, résiliation, imprévision

23. PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités de l'article 23.1, 23.2, 23.3 sont plafonnées à un maximum de 4 % du montant de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 euros HT pour le bon de commande concerné.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

23.1 PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai maximum contractuel, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante et sans mise en demeure préalable :

- En cas retard de livraison de l'équipement : 0,4% de la valeur HT (hors taxes) de la commande de l'équipement par jour calendaire de retard, toute journée entamée étant due.
- Concernant les consommables et accessoires, une pénalité de retard sera appliquée à tout retard de livraison après 3 retards caractérisés de livraison. Le montant de la pénalité sera de 100 € par jour de retard.
- Concernant les autres obligations contractuelles assujetties à une obligation de délai, le montant de la pénalité de retard sera de 200 € par jour de retard.
- En cas de retard dans les opérations de vérifications prévues à l'article 14 du CCAP, le montant de la pénalité sera de 100 € par jour de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

23.2 PENALITES DE DEPASSEMENT DU DELAI MAXIMAL DE CORRECTION DE DEFAUT POUR UNE PANNE BLOQUANTE

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai contractuel maximal de correction de défaut pour une panne bloquante, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante :

- 0,7% de la valeur HT (hors taxes) de référence par jour calendaire de retard, toute journée entamée étant due. La valeur de référence correspond au montant annuel du contrat de maintenance de l'équipement impacté.
- Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel maximal de correction de défaut pour panne bloquante est expiré.

Ces pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable par chaque établissement bénéficiaire.

23.3 PENALITES D'INDISPONIBILITE

Le taux minimum contractuel de disponibilité exigé est de 98%. Le taux réel de disponibilité est désigné ci-après par T et est exprimé en %.

En cas de non-respect de cet objectif, et par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, des pénalités P seront appliquées selon le calcul suivant :

Modalités de calcul de T :

$$T = 100 \times [1 - (HA / (HA + HM))]$$

Dans laquelle : HA = Heures d'arrêt

HM = Heures de marche

Le taux de disponibilité tel que défini ci-dessus prend en compte toutes les heures d'arrêt toutes causes confondues, sauf les heures d'arrêt programmées pour maintenance préventive ou pour des opérations de mise à jour matérielle ou logicielle réalisées à la demande de l'établissement bénéficiaire.

Les heures d'arrêt sont comptées à partir de la demande d'intervention au titulaire et jusqu'à la résolution du problème et la remise de l'équipement en état de service régulier.

Le calcul du taux d'indisponibilité annuel s'effectuera au terme de chaque exercice en cumulé depuis le début de l'année civile.

La plage hebdomadaire de fonctionnement des équipements est de 12 h par jour, soit 60h du lundi au vendredi, en dehors de 10 jours fériés par an. Par conséquent, le nombre d'heures maximum de fonctionnement par an est :

$$HA + HM = (60 \times 52) - (10 \times 12) = 3000 \text{ heures/an.}$$

Dans ce cas, le nombre d'heures d'arrêt maximal permettant de respecter le taux minimum contractuel de disponibilité (98 %) est de 60 heures.

Dans le cas où le taux d'indisponibilité minimal contractuel ne serait pas respecté, donc au-delà de 60 heures d'arrêt annuel, la pénalité d'indisponibilité (P), exprimée en euros HT, est calculée de la façon suivante : 0.7% de la valeur HT du contrat annuel de maintenance tous risques de l'équipement impacté par heure manquante.

Les pannes bloquantes de 2 jours consécutifs ou plus donneront lieu à une application immédiate d'une pénalité correspondant à 0,7% de la valeur HT du contrat annuel de maintenance tous risques de l'équipement impacté, par jour d'arrêt. Ce temps d'arrêt ne sera pas inclus dans le calcul de l'indisponibilité annuelle.

Les pannes non bloquantes ou intermittentes, non résolues dans les 3 mois après la première demande d'intervention, seront comptées comme 3 heures d'indisponibilité totale dans le calcul de l'indisponibilité annuelle.

A noter que les Titulaires pourront réaliser la maintenance en dehors des horaires d'ouverture (ex : samedi-dimanche) sans aucun surcoût pour les établissements bénéficiaires à condition de respecter la réglementation en vigueur sur le droit du travail.

24. RESILIATION DU CONTRAT

24.1 MOTIFS DE RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations ;
- En cas de rupture d'approvisionnement ;
- En cas de retard de livraison de plus de 4 mois.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution. Ceux-ci continueront de s'exécuter jusqu'à leurs termes.

La résiliation de l'accord-cadre pourra porter seulement sur une partie des prestations.

24.2 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

24.3 INDEMNITES DE RESILIATION

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de résiliation en cas de résiliation de l'accord-cadre.

Chapitre 6 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2021 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Pouvoir adjudicateur
4.1	Pièces constitutives du marché public
10.2	Détermination des prix de règlement
14.1.1	Montant et absence mise en demeure pour les pénalités appliquées par les établissements bénéficiaires
14.1.2	Plafond des pénalités
14.1.3	Exonération de pénalités
14.2	Pénalités pour indisponibilité
28	Opérations de vérification
30	Admission, ajournement, réfaction et rejet
42	Absence d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général